



Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité

7e édition - 6 & 7 décembre 2021

**Les enjeux de stabilité
et d'émergence en
Afrique dans un
monde post Covid-19**

Dossier du participant



Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa

Organisé par :



République du Sénégal

Avec le soutien de



République française



Japon



Arabie Saoudite



République Populaire de Chine



Fondation Konrad Adenauer Stiftung



Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

Les partenaires 2021 :



ARQUUS



DCI Group



Sommaire

Avant-propos Macky Sall, Président de la République du Sénégal	4
Éditorial Florence Parly, Ministre des Armées de la République française	6
Éditorial Général Mbaye CISSE, Directeur général du Centre des hautes études de défense et de sécurité (CHEDS)	8
Présentation du Forum de Dakar et du programme	10
Pour aller plus loin : Side-events	18
PREMIÈRE DEMI-JOURNÉE	
Cérémonie d'ouverture	19
Panel de haut niveau	19
DEUXIÈME DEMI-JOURNÉE	
Plénière 1 : « Le continent africain et le monde dans la phase post-covid-19 »	22
Atelier 1 : « Le défi sanitaire : vers une gestion collective des pandémies »	23
Atelier 2 : « Sécurité et développement : impact de la démographie et du changement climatique en Afrique »	24
Atelier 3 : « Nouveaux défis : Cybersécurité et lutte contre la désinformation »	25
TROISIÈME DEMI-JOURNÉE	
Plénière 2 : « Sécurité et Émergence : Comment améliorer la sécurité et le financement de dynamiques de paix et de reconstruction durables en Afrique ? »	27
Atelier 4 : « Le continent africain face à la montée de l'extrémisme violent »	28
Atelier 5 : « Le défi sécuritaire : coopération et autonomie stratégique des États africains »	29
Atelier 6 : « Contrôle et maîtrise des espaces maritimes »	30
Cérémonie de clôture	31
Éditos des partenaires	33
Informations Pratiques	40
Le comité de coordination et de décision	44

18-19
NOVEMBRE
2019
6^{EME} EDITION

FO
SUR



FORUM INTERNATIONAL DE DAKAR
SUR LA PAIX ET LA SECURITE EN AFRIQUE
CICAD 18-19 NOVEMBRE 2019

Avant-propos

Macky Sall

Président de la République du Sénégal

Creuset de réflexion sur les menaces sécuritaires qui assaillent le continent africain, le Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique tiendra sa 7ème édition, les 6 et 7 décembre 2021.

L'édition de cette année intervient dans un contexte où le monde, après avoir subi pendant deux ans les affres de la Covid19, au double plan sanitaire et économique, continue de s'interroger sur l'issue de la crise. A travers le thème : « **Les enjeux de stabilité et d'émergence en Afrique dans un monde post-covid19** », cette septième édition entend s'inscrire dans la réflexion, en plus des thématiques habituelles sur la paix et la sécurité, sur les voies et moyens de faire face à la pandémie, à ses impacts sur la sécurité et à la relance post covid.

La gestion de cette crise nous impose de réadapter les paradigmes de notre sécurité régionale, en replaçant les questions sanitaires au cœur des priorités nationales, régionales, continentales et internationales. Plus que par le passé, cette crise nous prouve que le sort de chacun d'entre nous est intimement lié à celui de tous les autres membres de la communauté internationale.

Ce qui doit nous exhorter tous à œuvrer davantage pour le multilatéralisme en renforçant la coopération régionale et internationale et en cultivant les valeurs de dialogue et de solidarité.

Il m'est donc particulièrement agréable de réitérer ma gratitude à tous nos Partenaires pour l'intérêt sans cesse croissant qu'ils portent au Forum de Dakar.

La 7ème édition s'honore de la présence de mes collègues et frères les Présidents Cyril RAMAPHOSA d'Afrique du Sud, Umaru Sissoko EMBALLO de la Guinée-Bissau et Mohamed BAZOUM du Niger, ainsi que des Présidents du Conseil Européen, Charles MICHEL, et de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki MAHAMAT, en plus de nombreux autres dirigeants et experts venus de divers horizons.

Bienvenue et excellent Forum à tous !

Macky Sall

Président de la République du Sénégal



Éditorial

Florence Parly

Ministre des Armées de la République française

Pour la 7^e édition, le Forum de Dakar réunit les principaux acteurs de la paix et de la sécurité en Afrique. Lors de ma dernière venue en novembre 2019, nous avons exprimé nos inquiétudes, partagé nos expériences et proposé des solutions pour répondre aux défis communs en matière de sécurité. L'importance d'une approche multilatérale, fil conducteur de la précédente édition, s'avère encore plus pertinente aujourd'hui. Au cours des deux années passées, nous avons été témoins de transformations majeures qui ont mis à l'épreuve notre résilience et les dynamiques traditionnelles.

La pandémie de Covid-19 qui a frappé l'ensemble de la planète en 2020, tout en incitant les Etats à s'adapter pour protéger leur population au quotidien, a réaffirmé l'importance de la solidarité internationale. Lors de cette épreuve, les sociétés africaines, jeunes et dynamiques, ont su faire preuve d'une résilience frappante. Les attentes envers la communauté internationale de ces futures générations sont à la hauteur des défis qu'elles seront amenées à relever.

Comme le rappelait le président Macky Sall dès le mois d'avril 2020, la pandémie a illustré que la coopération internationale avec l'Afrique ne pouvait être limitée à la seule problématique sécuritaire. Elle doit également s'intégrer dans une approche globale comprenant le développement, le respect de l'environnement, la bonne gouvernance ainsi que l'appui aux institutions.

Je tiens ainsi à saluer la volonté du président sénégalais d'organiser, en dépit des contraintes sanitaires, cette nouvelle édition. Je profite de cette occasion pour rappeler l'engagement commun de la France et du Sénégal pour anticiper l'impact du changement climatique dans tous les domaines. Cet engagement a été illustré du 10 au 13 novembre dernier lors du Forum de Paris sur la Paix par la présence du ministre des Forces armées, M. Sidiki Kaba, lors de la présentation d'une déclaration ministérielle sur le changement climatique et les forces armées.

Sur les enjeux sécuritaires, qui restent inscrits dans « l'ADN du Forum de Dakar », la France demeure, avec ses alliés, engagée aux côtés du continent africain. Je tiens à réaffirmer que dans le cadre de notre engagement militaire, nos soldats combattent épaule contre épaule avec les armées sahéliennes. C'est une fierté de mener également ce combat contre le terrorisme avec nos partenaires européens.

Cette nouvelle édition se déroule alors qu'une transformation profonde de notre dispositif militaire est en cours en Afrique subsaharienne. Cette décision, prise en concertation avec les pays du G5 Sahel et annoncée cet été par le président Macron, répond à l'impératif de s'adapter à la menace djihadiste, en constante évolution, mais également à la nouvelle configuration sécuritaire et internationale en bande sahélo-saharienne : de permettre aussi aux Etats africains d'appréhender en responsabilité les menaces auxquelles ils font face, appuyés par la communauté internationale ; d'aller vers plus de partenariat. La création de la force conjointe du G5 Sahel en 2017, celle de la Coalition Sahel et le déploiement opérationnel de la Task Force Takuba sont, entre autres, le fruit de nos échanges au cours des précédentes éditions du forum de Dakar.

Je me réjouis de me trouver à nouveau parmi vous pour cette nouvelle édition du Forum de Dakar. Je suis impatiente de participer et suivre les échanges qui ont contribué à faire de cet événement un rendez-vous incontournable pour l'ensemble des acteurs de la sécurité en Afrique.

Florence Parly

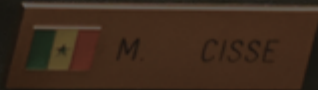
Ministre des Armées de la République française



Éditorial

Général Mbaye CISSE

Directeur général du Centre des hautes études de défense et de sécurité (CHEDS)



Le Forum international de Dakar pour la paix et la sécurité en Afrique retrouve ses couleurs, après la grave pandémie survenue en 2020 qui a permis de révéler, de manière tragique, les multiples fragilités qui structurent encore la vie des nations. En effet, avec constance et sans fards, la crise de la COVID 19 a exposé les travers inégalitaires de la mondialisation en affichant, au grand jour, le fossé économique et surtout sanitaire qui sépare l'Afrique des autres pays dits nantis. Mieux, elle a conforté le recul du multilatéralisme par le réveil brutal des démons du repli identitaire et du nationalisme de peuples en proie à leur survie, comme le montrent encore les difficultés pour l'accès au vaccin dans les pays du Sud. Fort heureusement, les prévisions pessimistes se sont jusque-là heurtées aux murs africains de la résilience, le continent ne totalisant pour l'heure qu'environ 4% des cinq millions de victimes recensées dans le monde.

Mais au-delà de ce décompte macabre, il est plutôt question d'apprécier l'autre versant de la crise sanitaire mondiale, notamment l'opportunité qu'elle offre de repositionner l'Afrique dans ce monde post covid en gestation où elle a son mot à dire, et devra surtout bien le dire. Car, faut-il le rappeler, la pandémie n'a pas seulement introduit de nouvelles vulnérabilités dans nos Etats ; elle a aussi surinfecté le contexte sécuritaire global déjà affecté par la montée de l'extrémisme violent aux quatre coins du continent, la recrudescence de l'instabilité politico-institutionnelle dans de nombreux pays, les déficiences socioéconomiques chroniques, et les atteintes multiformes à la sécurité humaine. En cela, la COVID 19 semble sommer les Etats africains d'agir sans délai, en prenant à bras le corps les urgences de l'heure. Comme l'illustrent les propos de S.E.M Macky SALL lors de la 76ème Assemblée générale des Nations unies : « l'urgence est au Sahel, où des groupes terroristes continuent leurs attaques et pillages meurtriers contre des populations innocentes (...) ; elle est aussi dans la lutte contre les effets sanitaires, économiques et sociaux dévastateurs de la pandémie COVID-19 ».

Sous ce rapport, la 7ème édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique est celle de toutes les opportunités. Première rencontre africaine d'envergure après le lourd silence imposé par la pandémie, elle constitue une belle tribune pour mobiliser toutes les voix de l'Afrique et du monde et ouvrir des horizons prometteurs aux antipodes des vagues meurtrières qui menacent le continent.

Grâce au caractère informel des échanges et à la qualité de l'expertise présente, nul doute que cette édition garantira le dynamisme des débats en vue de l'identification et la sélection des ruptures à mener, des continuités à préserver, et des solidarités à réinventer, sur le chemin de la construction et du renforcement de la sécurité, de la paix et du développement en Afrique.

Général de brigade Mbaye CISSE,

Directeur général du Centre des hautes études de défense et de sécurité (CHEDS)

INTERNATIONAL



Présentation du Forum

de Dakar et du programme

INTRODUCTION

La stabilité et la sécurité demeurent des piliers essentiels du développement, avec lequel elles constituent un triptyque interdépendant dans la réalisation d'un bien-être durable au profit des populations. Les Etats africains s'y sont résolument engagés avec l'Agenda 2063. Malgré des avancées notables sur la voie du progrès, l'Afrique fait toujours face à de multiples défis, exacerbés par un contexte économique global de plus en plus difficile. Aujourd'hui encore, dans plusieurs pays, les nombreux conflits et crises qui y prévalent tendent à remettre en cause les rares acquis engrangés, en raison de leurs impacts négatifs sur tous les facteurs indispensables au développement harmonieux du continent.

Cette fragilité expose les Etats à l'extrémisme violent, lequel contribue insidieusement à la déstabilisation socio-économique et à l'effondrement des structures de l'Etat. Forts de ce qui précède, les dirigeants africains ont réaffirmé, lors de la célébration, en 2013, du 50ème anniversaire de l'Union africaine, leur volonté d'ériger en priorité absolue les questions de paix et de sécurité.

En écho à cette volonté africaine et tenant compte du lien entre stabilité, sécurité et développement, s'est tenu, pour la première fois, un Sommet sur la paix et la sécurité en Afrique, à Paris, les 6 et 7 décembre 2014.

Cette occasion marque le lancement au Sénégal, d'un Forum sur la sécurité en Afrique, en liaison avec l'Union africaine et d'autres partenaires internationaux et, afin d'approfondir la réflexion sur les engagements pris lors du Sommet de Paris. Subséquemment, sous l'impulsion du Président de la République du Sénégal qui a décidé d'en faire un rendez-vous annuel, six (6) éditions ont eu lieu à Dakar, entre 2014 et 2019. Elles ont globalement permis de faire un profond diagnostic des situations de crise sur le continent et de dégager des solutions adaptées, efficaces et durables. La septième édition est prévue à Dakar, les 06 et 07 décembre 2021, sur le thème suivant ; «**Les enjeux de stabilité et d'émergence en Afrique dans un monde post COVID-19**».

CONTEXTE

En avril 2020, au plus fort de la crise sanitaire, dix-huit (18) Chefs d'Etat, de Gouvernement et d'institutions internationales africaines et européennes lançaient un appel au monde afin de mobiliser la communauté internationale pour affronter ensemble la pandémie de COVID-19. Près de deux ans après l'irruption de ce qui a constitué une véritable surprise stratégique, force est de constater que le continent africain fait preuve d'une bonne capacité de résilience, déjouant ainsi les pronostics pessimistes. Toutefois, si les Etats africains démontrent une certaine résilience sanitaire, les entreprises et les populations subissent àprement les conséquences économiques et sociales du ralentissement brutal de la croissance.

Touchant tous les territoires quel que soit leur niveau de développement, cette crise sans précédent a nécessité une réaction robuste des Etats pour soutenir leurs économies et leurs systèmes de santé. Pour leur part, en dépit de leurs efforts, les Etats africains sont toujours confrontés à d'importantes contraintes structurelles qui, contrairement à ceux occidentaux, ne leur permettent pas de répondre au besoin de financement pour accompagner la relance.

Pourtant, région présentant probablement le plus de potentialités de développement, l'Afrique dispose de nombreux atouts — jeunesse de la population, richesses naturelles, diversité culturelle, diaspora qualifiée, volonté politique plus affirmée etc. — à valoriser pour relever durablement les enjeux de stabilité et d'émergence auxquels elle fait face. Cette exigence est d'autant plus vitale que les effets de la pandémie ont anéanti les gains réalisés jusqu'ici grâce aux plans nationaux d'émergence économique et sociale. Après avoir enregistré une contraction de sa croissance de 1,9% en 2020, l'Afrique ne devrait pas retrouver son niveau d'activité antérieur avant 2025, creusant ainsi des inégalités déjà criantes et génératrices d'instabilité.

Alors que dans le domaine sanitaire, les campagnes de vaccination permettent à l'Europe, l'Asie et l'Amérique du Nord d'entrevoir aujourd'hui la maîtrise de la pandémie de COVID-19, l'Afrique subsaharienne semble faire les frais de sa dépendance aiguë vis-à-vis de ses partenaires extérieurs. Aujourd'hui, malgré l'appel du Directeur général de l'OMS pour qu'au moins 10% de la population de chaque pays soit vacciné pour septembre 2021 et au moins 30% avant la fin de l'année, seulement 0,4% des 1,8 milliards de doses de vaccin sont disponibles dans les pays à faible revenu. Il s'y ajoute que les pays africains demeurent toujours exposés à d'autres périls d'une grande acuité : risques épidémiques comme Ebola, extension de la menace terroriste à l'ensemble des sous-régions, recrudescence de la piraterie maritime et des trafics illicites dans le golfe de Guinée, accélération de la migration irrégulière, intensification des campagnes de désinformation autour des vaccins anti Covid-19, présence de forces militaires étrangères, résurgence de conflits communautaires ou encore effets négatifs du changement climatique sur la sécurité alimentaire.

Dans ce contexte, l'Afrique doit formuler de nouvelles réponses, notamment articulées autour d'une refonte du multilatéralisme et des politiques de sécurité. Ce changement de paradigme met en exergue le besoin de mieux coordonner l'action des États et des autres acteurs continentaux afin de promouvoir des synergies civilo-militaires capables de soutenir des démarches de capacity building dans les zones de crise. Il pourrait permettre de consolider la gouvernance et de construire un cadre adéquat pour exploiter plus efficacement l'aide au développement, mais surtout mobiliser les investisseurs et entrepreneurs du secteur privé, africains et non africains, au profit de la paix, de la sécurité et de l'émergence.

Le Forum International de Dakar pour la Paix et la Sécurité en Afrique représente une tribune appropriée pour lancer un nouvel « Appel de Dakar » enraciné dans la Vision 2063 de l'Union africaine, d'une Afrique suffisamment résiliente face aux crises globales et déterminée à réaliser son émergence économique et sociale.

Le 7e Forum de Dakar sera l'occasion pour les principaux décideurs et acteurs de la paix et de la sécurité sur le continent d'aborder les enjeux de stabilité et d'émergence dans un monde post-pandémie, à travers le traitement des questions relatives à l'autonomisation stratégique des pays africains, la consolidation et la coordination des mécanismes de coopération, la promotion des bonnes pratiques en matière de gouvernance, la lutte contre les nouvelles menaces, notamment la cyber criminalité et la désinformation. Il offrira également l'opportunité de tirer les leçons apprises de la pandémie de COVID-19 en vue de permettre à l'Afrique de mieux faire face aux prochains défis majeurs de santé publique.

OBJECTIF GÉNÉRAL

Contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité en Afrique par une meilleure compréhension des enjeux de stabilité et d'émergence dans un monde post COVID-19, et ainsi favoriser la mise en place de partenariats plus efficaces.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Renforcer l'espace informel de dialogue entre experts africains de divers horizons et partenaires internationaux sur les questions de paix et sécurité sur le continent ;
- Proposer les voies et moyens d'une riposte collective contre le péril épidémiologique pour la stabilité et le développement durables de l'Afrique (Atelier 1) ;
- Formuler des solutions pouvant permettre au continent de tirer profit de sa démographie et faire face plus efficacement aux impacts négatifs du changement climatique sur sa sécurité et son développement (Atelier 2) ;
- Promouvoir la cyber résilience, la lutte contre la désinformation et le partage d'expériences et de bonnes pratiques entre le sud et le nord (Atelier 3) ;
- Proposer des approches intégrées pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent (Atelier 4) ;
- Explorer les pistes de solutions, pour relever de manière autonome les défis sécuritaires auxquels l'Afrique est confrontée, notamment la coopération entre forces africaines, l'identification des besoins capacitaires et les mécanismes de financement de la paix et de la sécurité sur le continent (Atelier 5) ;
- Contribuer à une meilleure compréhension des enjeux et défis actuels de sécurité et de gouvernance maritimes en Afrique en vue de favoriser la maîtrise durable des espaces maritimes par les Etats concernés (Atelier 6).

PARTICIPANTS

Environ 400 participants du monde entier sont attendus à Dakar, les 6 et 7 décembre 2021.

Par rapport aux six précédentes éditions, cet effectif, constitué en majorité d'experts de haut niveau reconnus au plan international, est réduit pour intégrer les mesures de prévention liées à la situation sanitaire actuelle.

ORGANISATION

Le 7ème Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique sera organisé par le Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE).

Le Comité national d'organisation, dirigé par le MAESE, maître d'œuvre, intègre les structures suivantes :

- une Commission d'organisation, articulée autour des services du MAESE et s'appuyant sur un prestataire, dénommé AVISA PARTNERS ;
- une Commission de communication ;
- une Commission de sécurité composée des Forces de Défense et de Sécurité;
- une Commission scientifique, animée par le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal et intégrant, par cooptation, des personnes ressources et autres membres issus des Forces de sécurité, des cercles diplomatiques, ainsi que des universités et Centres d'études et de recherche.

Les activités scientifiques du Forum se dérouleront au Centre International de Conférence Abdou Diouf (CICAD) de Diamniadio qui, riche de son expérience en matière d'organisation d'évènements de haut niveau, dispose d'un protocole sanitaire adapté aux exigences de la présente situation pandémique.

PROGRAMME

Le programme inclut plusieurs activités scientifiques dont deux (02) plénières et six (06) ateliers organisés en deux parties dénommées Blocs 1 et 2, articulées chacune en une plénière et trois ateliers.

Le Bloc 1 porte sur « **Les enjeux de stabilité post COVID-19 : défis sécuritaires et nouvelles menaces** ». Le Bloc 2, est réservé à la thématique « **Consolider la paix et la sécurité en Afrique pour favoriser l'émergence** ».

Le **Panel des hautes autorités**, un temps fort du Forum 2021, permettra de lancer un nouvel « **Appel de Dakar** » pour une Afrique stable et suffisamment résiliente face aux crises globales, déterminée à renforcer son autonomie et à paver les chemins de son émergence économique et sociale.

Le Forum de Dakar 2021 sera également l'occasion pour le Secteur privé, les organismes d'étude et le monde des arts, de présenter leurs activités et le résultat de leurs recherches, à travers l'organisation et l'animation de stands, d'expositions et autres side events qui se dérouleront parallèlement aux activités scientifiques du Forum.



Programme

Dimanche 5 décembre

Horaire	Événement	Lieu
	OUVERTURE DU FORUM	
18h00	Cocktail de bienvenue des participants	Hôtel Terrou-Bi, Dakar

Lundi 6 décembre

Horaire	Événement	Lieu
	PREMIÈRE DEMI-JOURNÉE	
09h00	Cérémonie d'ouverture	Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)
10h00	Panel de haut niveau	Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)
12h00	Déjeuner officiel	Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)
	DEUXIÈME DEMI-JOURNÉE	
	Thématique de la session 1 : « Enjeux de stabilité post Covid-19 : Défis sécuritaires et nouvelles menaces »	
14h30	Plénière 1 : « Le continent africain et le monde dans la phase post-covid-19 »	Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)
	Ateliers :	
15h45	Atelier 1 : « Le défi sanitaire : vers une gestion collective des pandémies »	Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)
15h45	Atelier 2 : « Sécurité et développement : impact de la démographie et du changement climatique en Afrique »	Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)
15h45	Atelier 3 : « Nouveaux défis : Cybersécurité et lutte contre la désinformation »	Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)





Mardi 7 décembre

Horaire	Événement	Lieu
	TROISIÈME DEMI-JOURNÉE	
	Thématique de la session 2 : « Consolider la Paix et la Sécurité en Afrique pour favoriser l'émergence »	
09h00	Plénière 2 : « Sécurité et Émergence : Comment améliorer la sécurité et le financement de dynamiques de paix et de reconstruction durables en Afrique ? »	Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)
	Ateliers :	
10h15	Atelier 4 : « Le continent africain face à la montée de l'extrémisme violent »	Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)
10h15	Atelier 5 : « Le défi sécuritaire : coopération et autonomie stratégique des États africains »	Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)
10h15	Atelier 6 : « Contrôle et maîtrise des espaces maritimes »	Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)
	QUATRIÈME DEMI-JOURNÉE	
14h30	Cérémonie de clôture Synthèse des travaux du Forum et allocution de clôture	Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)

Side-events

Date et Horaire	Événement	Organisation
DEUXIÈME DEMI-JOURNÉE		
Lundi 6 Décembre 12h00	« La Facilité Européenne pour la Paix (FEP) : nouveaux mécanismes, (ré) appropriations et discussions »	Konrad Adenauer Stiftung
Lundi 6 Décembre 13h00	« Indice de la Gouvernance de la Sécurité en Afrique »	DCAF – Geneva Centre for Security Sector Governance
QUATRIÈME DEMI-JOURNÉE		
Mardi 7 Décembre 13h00	« Population et prévention de l'extrémisme violent : Vers une nouvelle dynamique du mandat des FDS ? »	Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) & Département Fédéral des Affaires Étrangères (DFAE)



Première demi-journée

- Cérémonie d'ouverture
- Panel des hautes autorités
- Déjeuner officiel

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Ouverture du 7ème Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique en présence de S.E.M Macky SALL, Président de la République du Sénégal

PANEL DE HAUT NIVEAU

Une série d'échanges et de dialogues entre les plus Hautes Personnalités invitées du Forum



Deuxième demi-journée

- Plénière
- Ateliers

Plénière 1 :

« Le continent africain et le monde dans la phase post-covid-19 »

La pandémie de COVID-19 qui a frappé le monde à partir du début de l'année 2020 a surpris la plupart des États de la planète. La crise qui s'en est suivie a provoqué de nombreux dysfonctionnements tant dans les échanges commerciaux, la circulation des personnes que dans l'allocation des ressources financières alors redirigées inopinément vers les urgences sanitaires. La pandémie a également eu pour effet d'accentuer la défiance des populations à l'égard de leurs dirigeants et des médias. La COVID-19 s'inscrit dorénavant dans le narratif des adeptes des théories du complot, qu'il s'agisse de son origine ou de sa raison d'être. Enfin, la pandémie a révélé des situations paradoxales. Malgré des discours généreux mettant l'accent sur la solidarité internationale, c'est le plus souvent en ordre dispersé que les États ont tenté de trouver des solutions.

Ce décalage apparu dans les premiers mois de la crise est révélateur de l'urgence qui a frappé l'ensemble des parties prenantes impliquées. Elles ont dû s'adapter au rythme de l'évolution de la situation sanitaire et selon leur niveau de connaissance du virus. À l'exception de quelques pays, les hésitations qui en ont découlé ont parfois empêché les décideurs de définir une ligne claire, compréhensible pour les populations. Or, la pandémie exige, par définition, une approche concertée et une démarche de transparence. Le virus ignorant les frontières, il est aujourd'hui presque irréaliste d'imaginer l'isolement total d'un pays. Dans ce contexte, le retour au multilatéralisme apparaît comme un impératif pour freiner puis vaincre la pandémie : les stratégies nationales doivent ainsi être mises en cohérence avec les politiques régionales et mondiales.

Dans la lutte contre la pandémie, les populations africaines ont fait preuve d'une grande résilience, supérieure à ce qui a pu être constaté dans d'autres régions dont les habitants ont perdu l'habitude de faire face à des restrictions importantes. En fait, le continent africain est crédité d'une longue tradition de gestion des épidémies (Fièvre jaune, Ebola, etc.) puisque les initiatives locales et les structures qui préexistaient pour gérer d'autres épidémies ont pu être activées.

Dans ce contexte, une réflexion peut être menée autour des structures régionales en Afrique, l'UA et les communautés économiques régionales, dans l'objectif d'améliorer la gestion collective des pandémies. L'UA a fait preuve de proactivité dans la prise en main de la lutte contre la pandémie de COVID-19, affirmant sa capacité à mettre en œuvre une politique cohérente. Ceci démontre l'intérêt d'une réponse à la crise dans un cadre solidaire, tout en posant la question de la politique de distribution des vaccins et de la bonne gouvernance pour éviter, par exemple, des inégalités possibles dans la répartition des stocks.

La pandémie a également eu un effet direct sur les relations entre les pays africains et leurs partenaires extérieurs, ces derniers étant plus préoccupés par la situation sanitaire et économique de leurs pays. Cette situation a entraîné une réduction de l'aide et de l'assistance et surtout fragilisé les liens avec l'Afrique ; ce qui a remis au goût du jour la question de la coopération et de l'autonomie stratégique des États africains, dans le monde post-COVID 19.

Par ailleurs, la pandémie a exacerbé certaines menaces qui pèsent sur les pays africains, dans le domaine du développement du numérique, à savoir la cybersécurité et la désinformation.

La crise sanitaire a vu une explosion des cyberattaques à des fins de prédation, notamment en direction des acteurs économiques. La pandémie de COVID-19 a aussi fait l'objet de nombreuses discussions et interrogations dans les réseaux sociaux, déstabilisant parfois les pouvoirs publics.

OBJECTIF

Initier un dialogue entre les parties prenantes sur les politiques et les moyens à mettre en œuvre pour une sortie rapide de la crise sanitaire, en insistant sur les réponses collectives garantissant la stabilité et l'émergence, notamment celles relatives à la coopération régionale et à l'autonomie stratégique des États africains.

POINTS À TRAITER

Cette plénière introductive s'articule autour des points suivants :

- La place et la contribution de l'Afrique dans les stratégies de lutte contre les pandémies.
- Le juste équilibre en matière de coopération avec l'extérieur, le risque de dépendance et la recherche d'une plus grande autonomie.
- Les enjeux liés à une information objective dans un contexte de crise (naturelle ou sanitaire), notamment dans les réseaux sociaux.
- La conciliation du besoin urgent de se préparer aux prochaines pandémies et l'impérieuse nécessité de s'attaquer aux défis sécuritaires actuels du continent

Atelier 1 :

« Le défi sanitaire : vers une gestion collective des pandémies »

CONTEXTE

Les conséquences politiques, économiques et sociales de la pandémie de Covid-19, notamment sur le développement et la stabilité des États africains, démontrent que les questions sanitaires occupent désormais une place majeure dans les enjeux de sécurité. Comme l'extrémisme violent, ignorant les frontières et combattu aussi bien au niveau national que régional, la lutte contre la pandémie doit trouver des réponses adaptées. Dans ce contexte, une stratégie concertée semble une condition indispensable, non seulement pour vaincre la pandémie, mais aussi pour assurer la sortie de crise sanitaire rapide du continent africain.

L'articulation entre les différents niveaux de décision et d'action – locaux, étatiques, régionaux et internationaux – doit faire l'objet d'une réflexion approfondie afin de définir le rôle de chacun, tout en tenant compte des contextes africains et de leurs particularités. Le renforcement de la gouvernance et des moyens d'action de certaines instances régionales et continentales apparaît comme un prérequis pour favoriser une meilleure mise en œuvre des politiques publiques.

Outre le renforcement des coordinations entre institutions, dans certaines situations, le recours à des partenariats public-privé pourrait permettre de trouver des réponses pertinentes au défi que présente la pandémie. Ici, il ne s'agit pas de s'opposer aux initiatives multinationales, mais de les compléter ou de les soutenir, sous réserve d'une bonne coordination encore une fois. Ces partenariats pourraient concerner, par exemple, le soutien à la recherche dans le domaine sanitaire ou encore le renforcement ponctuel des structures en charge de la lutte contre la pandémie dans le domaine de la logistique notamment.

Par ailleurs, une réflexion devrait être menée autour d'un nouveau multilatéralisme au niveau mondial pour faire face de manière plus équilibrée aux futures pandémies qui ne manqueront pas de surgir. Il s'agirait d'éviter les réflexes isolationnistes, surtout lorsqu'il y a tension ou pénurie sur l'accès aux outils de protection (masques), de dépistage (tests), de soin (oxygène) ou de prévention (vaccins). Une gouvernance renouvelée des politiques sanitaires pourrait d'ailleurs servir de modèle pour d'autres catégories d'aides, comme les aides au développement. Les pays développés semblent conscients de la nécessité de la solidarité dans la lutte contre la pandémie. Le dernier sommet du G7 s'est ainsi traduit par une augmentation de 4,3 milliards de dollars d'aides supplémentaires à l'OMS destinés à faciliter l'accès au vaccin dans les pays en développement.

L'implication des forces armées et de sécurité des pays africains dans la lutte contre la Covid-19 constitue une autre piste à explorer. En effet, grâce à leur organisation, la qualité de leurs ressources humaines et de leurs équipements, elles ont fortement contribué à la gestion de la pandémie, tout comme à celle d'Ebola en Afrique centrale et Afrique de l'Ouest auparavant. Des structures régionales de sécurité existent dont certaines sont déjà fortement sollicitées dans le combat contre l'extrémisme violent. Toutefois, il pourrait être opportun de réfléchir aussi à l'utilisation accrue de ces mêmes structures pour lutter contre les futures pandémies.

Enfin, il sera difficile de ne pas évoquer l'implication des populations africaines elles-mêmes. Sans leur compréhension des défis que les pandémies impliquent ou leur soutien aux dispositifs de lutte, toute politique publique est vouée à échouer.

OBJECTIF GÉNÉRAL

Cet atelier porte sur l'articulation des moyens d'une riposte collective face à la pandémie afin d'assurer la stabilité et le développement de l'Afrique. Les crises sanitaires actuelles et passées montrent que les solutions reposent sur le renforcement et la structuration des réponses communes plutôt que des politiques strictement nationales.

POINTS DE DISCUSSION

- Comment harmoniser, dans les cadres nationaux et régionaux, la coopération dans la gestion des crises sanitaires ?
- Quelle coopération internationale et quelle vision commune de la riposte anti-pandémie ?
- Comment favoriser un nouveau partenariat public-privé, que ce soit dans la lutte contre les pandémies ou dans la prise en charge des défis économiques induits ? Quelle articulation avec les autres initiatives (étatiques, régionales) ?
- Quelle implication des forces de défense et de sécurité dans la gestion des crises sanitaires ? Quel rôle éventuel des organisations de sécurité régionales ?
- Comment mieux impliquer les populations africaines dans le dispositif global de lutte contre les pandémies, et comment les insérer aux côtés des autres initiatives (étatiques, régionales, internationales) d'une manière inclusive, dans toute leur diversité (femmes, jeunes, société civile, collectivités locales, associations...) ?

Atelier 2 :

« Sécurité et développement : impact de la démographie et du changement climatique en Afrique »

CONTEXTE

Le continent africain pourrait être fortement affecté par deux défis majeurs au XXI^{ème} siècle : la croissance démographique et le changement climatique. Chacun d'entre eux aura un impact direct, sur les plans économiques politiques, sociaux et sécuritaires. La gestion de ces enjeux est une nécessité absolue pour l'Afrique.

Selon l'Organisation des Nations unies, le continent pourrait en effet compter, à l'horizon 2050, 2,4 milliards d'habitants, doublant ainsi la population actuelle. Ce dynamisme démographique suscite plusieurs interrogations. En effet, les analystes doutent de la capacité de l'activité économique à résorber le chômage des jeunes dont le poids démographique ne cesse de croître. À cela s'ajoute la raréfaction prévisible des ressources hydriques et alimentaires liée à l'accroissement de la population.

Les questions démographiques seront au cœur de l'agenda économique du continent africain dans les années à venir. En effet, la force des traditions culturelles, la faiblesse des systèmes de retraite (et donc la nécessaire solidarité intergénérationnelle pour y pallier), l'accès limité des femmes à l'éducation sont autant de facteurs qui contribuent à cette croissance démographique alors même que les capacités économiques pour l'absorber sont faibles. Or, l'impact sécuritaire d'une croissance non maîtrisée de la population est fatal en cas de tension sur l'accès aux ressources et aux emplois.

À ce défi démographique s'ajoute le péril environnemental qui menace l'équilibre écologique du continent africain. L'Afrique pourrait être durement impactée de plusieurs manières : montée des eaux dans les régions littorales, et surtout les deltas, désertification, déforestation, épisodes climatiques plus fréquents et plus intenses. Cette situation aggravera certains défis sécuritaires tels les conflits liés à l'accès à l'eau ou aux terres, les déplacements de populations et réfugiés climatiques, les destructions dues aux catastrophes naturelles et anthropiques.

Il est dès lors indispensable de mener une réflexion sur ce double défi, démographique et environnemental, afin d'en réduire les impacts sur la paix, la sécurité et le développement de l'Afrique.

OBJECTIF

Il s'agit de mettre en exergue le lien entre le développement, la démographie, l'écologie et la promotion de la paix et de la sécurité, ainsi que de proposer des solutions pouvant permettre au continent de tirer profit de sa démographie et de faire face efficacement aux impacts négatifs du changement climatique sur sa sécurité et son développement.

POINTS DE DISCUSSION

- Quels sont les impacts de la croissance démographique sur la jeunesse, notamment dans le domaine de l'éducation et de l'emploi ? Comment y apporter des réponses pour éviter des conséquences négatives sur le plan sécuritaire ?
- Comment mettre en valeur les dynamiques et valeurs culturelles, sociales et humaines pour encourager le dialogue intercommunautaire et contrer l'extrémisme violent ?
- Comment lutter efficacement contre le changement climatique, davantage imputable aux pays développés ? Comment prévenir les potentiels impacts négatifs du changement climatique, les anticiper afin de maîtriser au mieux ses conséquences ?

Atelier 3 :

« Nouveaux défis : cyber sécurité et lutte contre la désinformation »

CONTEXTE

Adoptée par l'Union africaine (UA) en 2014, la Convention sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel (Convention Malabo) demeure le texte de référence sur les questions liées au numérique en Afrique. Considérant que la cybercriminalité ne s'arrête pas aux frontières physiques, cette Convention propose une démarche globale, qui consiste à harmoniser les outils de cybersécurité des États membres de l'UA, à commencer par leurs législations en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC). Si cette étape pose le premier jalon d'un espace numérique africain, seuls huit États ont ratifié la convention, à ce jour. Toutefois, une telle fragmentation traduit davantage une absence de cohésion à ce sujet au sein de l'UA, qu'un désintérêt quasi général vis-à-vis de la menace cyber, puisque plusieurs États non partis ont adopté leurs propres lois dans ce domaine. Or, la réponse ne peut être que collective face au caractère transnational de la menace. L'élaboration d'une stratégie de souveraineté numérique africaine apparaît donc comme un moyen de redynamiser cette quête de cohésion. Alors que la définition du concept de « souveraineté numérique » fait toujours l'objet de réflexions politiques et académiques, quel serait son sens appliqué au contexte africain ?

La pénétration croissante d'Internet en Afrique s'accompagne d'une augmentation mécanique de la surface d'exposition aux risques cyber. Par exemple, en 2017, en raison de cyberattaques, le Nigéria a perdu près de 650 millions de dollars contre 550 millions l'année précédente. Pour assurer la montée en compétence des États africains contre ces menaces, des coopérations stratégiques et opérationnelles, bilatérales et multilatérales sont cruciales afin de renforcer la résilience des infrastructures. Les domaines d'échanges sont multiples : la mise en œuvre de cadres juridiques dédiés à la cybersécurité, la création de centres d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CERT), le chiffrement des données à haute valeur ajoutée, etc. À cet égard, plusieurs projets ont émergé, notamment le projet OCWAR-C, entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne, et l'École nationale de cybersécurité à vocation régionale à Dakar. Pour autant, l'essor exponentiel des technologies du numérique (5G, big data, Internet des objets, etc.) tend à complexifier le risque cyber et appelle à une pérennisation de la coopération. Comment adapter les activités de coopération aux nouveaux enjeux technologiques ? Comment renforcer l'interopérabilité entre les partenaires africains ?

« Le premier essai technique du vaccin contre le coronavirus sera testé en Afrique ». Attribuée à Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, cette fausse citation a provoqué sur les réseaux sociaux africains beaucoup de réactions négatives, en plus de nuire à l'image de l'organisation onusienne auprès des internautes. Par leur viralité, les fake news sont capables de formater des comportements de consommateurs voire de citoyens. Elles représentent ainsi une menace pour la stabilité de pays africains dont l'espace informationnel est particulièrement perméable aux manipulations de l'information. En effet, pour de nombreux utilisateurs, le saut de génération technologique incarné par les smartphones a favorisé le recours aux réseaux sociaux (WhatsApp et Facebook en premier lieu) pour s'informer. Or, les fake news y circulent plus vite qu'une « vraie » information. De plus, les sites d'information africains publient généralement leurs contenus aux côtés de ceux d'agences de presse internationales (AFP, Reuters, Sputnik, Xinghua, etc.), exposant ainsi leurs lecteurs à des narratifs parfois élaborés par des médias à la solde de puissances étrangères. Comment les États africains peuvent-ils se prémunir face aux manipulations de l'information ?

OBJECTIF

Cet atelier vise à ouvrir le débat sur la cybersécurité et l'enjeu que représente la guerre informationnelle sur les nouveaux supports numériques. La sensibilisation de l'ensemble des acteurs, publics comme privés, à ces questions hautement sécuritaires ainsi que les partenariats envisageables et la définition des bonnes pratiques formeront le cœur des discussions.

POINTS DE DISCUSSION

- Quelle est la nature et la portée de la menace cyber, principalement dans le domaine de la désinformation ? Est-il possible d'établir une typologie des acteurs, des risques et des méthodes adoptées ?
- Quels sont les facteurs, structurels et conjoncturels, qui contribuent à la manipulation de l'information dans le domaine cyber ?
- Quelles peuvent être les réponses, technologiques, politiques, sociétales, aux manipulations de l'information cyber ?
- Quelle stratégie adopter à l'égard des partenaires et des fournisseurs de solutions dans le domaine cyber ? Quels liens nouer avec le secteur privé ?
- Comment mieux sensibiliser les dirigeants politiques et économiques aux risques cyber ?
- Quelle(s) coopération(s) aux niveaux régional et continental ?

Troisième demi-journée

- Plénière
- Ateliers

Plénière 2 :

« Sécurité et émergence : comment améliorer la sécurité des États et permettre le financement de dynamiques de paix et de reconstruction durables ? »

CONTEXTE

La pandémie de COVID-19 ne doit pas occulter les défis auxquels l'Afrique fait face, surtout dans les domaines de la sécurité et de l'émergence économique. La sortie progressive de la crise sanitaire doit s'accompagner d'une réflexion sur les priorités de la relance de l'économie africaine, mais aussi remettre au centre de l'action publique l'indispensable lutte contre toute forme d'insécurité. La sécurité est un préalable à toute politique d'émergence économique.

Il est avéré que sécurité et développement vont de pair. Tous deux demandent une coopération à tous les niveaux, régional, continental et international. Il convient alors de réfléchir en amont sur la période post-COVID qui s'ouvre afin de mieux coordonner les efforts visant à assurer un environnement stable et sûr, propice au développement économique et social.

Or, pour relancer l'activité économique, les ressources budgétaires des États africains sont parfois insuffisantes. Les questions liées à l'aide internationale et à la dette, dans un contexte mondial post-COVID, deviennent donc centrales pour le soutien du diptyque sécurité-développement sur le continent.

Parmi les défis sécuritaires majeurs, la montée de l'extrémisme violent exige une réponse coordonnée qui tient compte des approches locales. La lutte contre les groupes armés appelle des solutions tant dans le domaine capacitaire que politique, dans une logique liant prévention et coercition.

Le contexte sécuritaire est également impacté par la démographie et le changement climatique, qui se traduisent notamment par de fortes tensions entre communautés pour l'accès à l'eau et aux ressources alimentaires. Ce défi est d'autant complexe qu'il induit une démarche holistique alliant approches sécuritaire, politique, sociale et éducative.

Un aspect important à considérer est celui constitué par les ressources marines qui constituent un véritable levier de développement pour les États bénéficiant d'un accès aux mers et océans ; à condition, toutefois, qu'ils soient en mesure de contrôler et de maîtriser leurs espaces maritimes. La lutte contre la piraterie et la pêche illégale exige des moyens de surveillance et d'intervention, et surtout une stratégie multinationale, compte tenu des ressources limitées des États côtiers.

OBJECTIF

Promouvoir le renforcement de la coopération et réorienter le soutien de la communauté internationale vers les objectifs de stabilité, de développement et d'émergence de l'Afrique et proposer des solutions pour le financement des dynamiques de paix, de reconstruction durable, ainsi que de mobilisation et de rationalisation des investissements.

POINTS À TRAITER

- Promotion de l'approche 3D (Défense, Diplomatie et Développement) dans la prévention et la lutte contre l'instabilité en Afrique.
- Amélioration du transfert de compétences et des moyens capacitaires dans les pays en crise à travers la coopération sous-régionale, régionale et internationale.
- Synergies entre les acteurs institutionnels publics et privés, dans le financement de la reconstruction post-COVID 19.
- Place de l'éducation et de la jeunesse dans la réponse post-COVID
- Valorisation des mécanismes traditionnels et culturels dans la résolution des défis du continent africain

Atelier 4 :

« Le continent africain face à la montée de l'extrémisme violent »

CONTEXTE

Malgré le contexte de crise sanitaire due à la COVID-19, l'instabilité en Afrique n'a pas faibli. Le continent reste l'une des principales zones où sévit la violence, sous plusieurs formes : extrémisme violent, luttes intercommunautaires, prolifération de bandes armées, réseaux criminels, etc. Ces différentes formes pouvant d'ailleurs s'imbriquer et se nourrir mutuellement.

Au cours de l'année 2020, 1 878 attaques terroristes ont été recensées sur le continent, ayant provoqué 8 211 morts (dont 1 778 terroristes). La majorité (59 %) des attaques a été perpétrée contre des civils, 35 % contre les personnels des forces de défense et de sécurité, tandis que 6 % ont visé les institutions gouvernementales et les organisations internationales¹.

Trois tendances lourdes peuvent être dégagées de cette violence extrême en Afrique.

Premièrement, les attaques se sont multipliées en Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Centre, engendrées par une recrudescence des actions des groupes armés djihadistes, comme les branches régionales d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique), les bandes issues du démantèlement de Boko Haram, ou encore les filiales locales de l'État islamique comme l'EIAO (État islamique en Afrique de l'Ouest). À cela s'ajoutent les conflits de nature communautaire, liés au pastoralisme, au vol de bétail, aux trafics illicites, et aux violences pour l'accès aux ressources.

Deuxièmement, en réponse à ce contexte sécuritaire, les efforts militaires et politiques se sont multipliés. Efficace dans son strict domaine d'emploi, la réponse militaire seule n'est pas suffisante pour renverser la tendance et atténuer l'extrémisme violent en Afrique. Pour leur part, les actions politiques ont des effets perceptibles sur un temps plus long.

Enfin, la réaction des populations et des communautés à l'égard des efforts déployés par les États et les organismes régionaux et internationaux a été mitigée. Les opérations militaires ont été accueillies avec réserve, alors même que les populations expriment une attente réelle de solutions durables en faveur du développement.

OBJECTIF

L'atelier vise à fournir des éclairages sur la situation actuelle en matière de lutte contre la montée de l'extrémisme violent, aux plans politique et militaire. Il s'agit également de proposer des solutions pour renforcer les politiques de prévention et les capacités de lutte en vue d'améliorer durablement la sécurité des populations.

POINTS DE DISCUSSION

- Quelles réponses politico-militaires pour lutter contre le développement et l'expansion des mouvements extrémistes violents ?
- Comment endiguer et prévenir les conflits intraétatiques pouvant dégénérer en conflits régionaux (situation en Éthiopie, au Soudan du Sud, au Mali, etc.) ?
- Quelles pourraient être les réponses des organismes régionaux pour mieux coordonner la lutte contre la criminalité transfrontalière et les groupes extrémistes transnationaux ? Quel appui attendre des partenaires extérieurs ?
- Jusqu'où la mutualisation de certains moyens et capacités (militaires, renseignement, sécurité, etc.) entre États voisins est-elle envisageable ? Sous quelles conditions ?
- Quelle coopération entre les secteurs publics et privés pour renforcer les capacités des États africains dans la lutte contre l'extrémisme violent ?

¹ Discours de M. Idriss Mounir Lallali, Directeur du CAERT, Réunion des points focaux du CAERT, 8 – 9 février 2021

Atelier 5 :

« Coopération et autonomie stratégique des États africains »

CONTEXTE

L'une des conséquences de l'épidémie de COVID-19 a été le relatif repli sur soi de nombreux acteurs, y compris parmi les principaux partenaires de l'Afrique dans le domaine de la sécurité et de la défense. Pourtant, l'épidémie n'a pas freiné les nombreux défis auxquels le continent fait face. Bien au contraire, les groupes extrémistes violents ont multiplié leurs actions offensives, l'instabilité politique perdure ; les trafics illégaux (armes, drogue, êtres humains, argent sale), les migrations internes et les autres épidémies persistent. Dans le même temps, les pays africains subissent de plein fouet les effets de la réduction de l'aide et l'assistance extérieures. Cette situation a mis en exergue la nécessité de renforcer l'autonomie des États qui exige une plus grande coopération entre partenaires régionaux. En effet, les défis sécuritaires sus évoqués sont, par essence, transnationaux et doivent donc être pris en charge dans un cadre multinational.

La coopération dans le domaine de la sécurité et de la défense aura pour effet de favoriser l'instauration d'un climat de confiance entre partenaires. Il ne s'agit pas de rompre tout lien avec les puissances extérieures au continent, mais de se doter d'une capacité d'action garantissant une plus grande autonomie, avec pour corollaire une responsabilisation accrue des États africains dans la prise en charge des défis sécuritaires.

Pour atteindre cet objectif, une réflexion sur les capacités des forces de défense et de sécurité (FDS) est indispensable. Elle doit être guidée par une approche équilibrée entre priorités sécuritaires et réalités des ressources financières. Il s'agit de se doter de moyens adaptés aux défis, avec des personnels entraînés, qui pourront ainsi agir tant localement que dans le cadre de coalitions ad hoc ou dans celui de structures multilatérales comme l'UA. Le renforcement des capacités à agir en coalition, par exemple, avec des entraînements réguliers et des exercices d'état-major permettra d'autant mieux de répondre aux défis tout en garantissant une plus grande autonomie.

Outre les opérations coercitives ou de maintien de la paix assurées par les FDS, l'accent pourrait être mis sur un meilleur partage d'information, afin d'améliorer la surveillance des frontières et lutter ainsi contre les trafics illicites et les bandes armées. L'objectif pourrait être ainsi de développer des capacités d'anticipation des menaces avant qu'elles ne prennent de l'ampleur. Enfin, il s'agira de réfléchir sur les financements, entre les États, les structures régionales et l'assistance internationale, en vue d'une plus grande efficacité.

OBJECTIF

Il s'agit d'explorer les voies et moyens pour l'Afrique de relever de manière autonome les défis sécuritaires auxquels elle est confrontée, notamment par le biais de la coopération entre les forces de défense et de sécurité des États africains, la cohérence des besoins capacitaires ainsi que les mécanismes de financement.

POINTS DE DISCUSSION

- Comment assurer la progression des capacités des FDS africaines à hauteur des menaces et des ressources disponibles ?
- Quelle coopération régionale pour mettre en cohérence les différents niveaux d'intervention (nationale, multinationale, coalition ad hoc de pays volontaires) ?
- Comment assurer la pérennisation des financements en faveur du soutien à la paix et à la sécurité en Afrique ?

Atelier 6 :

« Contrôle et maîtrise des espaces maritimes »

CONTEXTE

Malgré l'existence de la Convention de Montego Bay (1982) qui a théoriquement défini les contours du droit territorial des espaces maritimes, le contrôle des routes et des richesses marines et sous-marines constitue toujours un enjeu fondamental pour les pays disposant d'une façade maritime ou ayant de fortes ambitions dans ce domaine. Le fait que certains États n'aient pas ratifié la Convention, comme les États-Unis, complexifie ces enjeux. Espace d'échange et de commerce, source de richesses, la mer est aussi un lieu d'affrontement, de choc entre puissances maritimes.

En Afrique, le défi majeur des États côtiers est le contrôle et la maîtrise des eaux territoriales où la souveraineté s'exerce pleinement, et parfois de la zone économique exclusive où seules les ressources maritimes sont concernées. Le besoin d'affirmation de leur souveraineté et de leur intérêt pour les ressources halieutiques, minérales et énergétiques présentes dans ces espaces constitue le premier point d'intérêt pour les États. Le second est celui de la nécessité de préserver la liberté de circulation en mer et de lutter contre les activités illicites. Ces défis sont d'autant plus importants que, parfois, les espaces maritimes concernés sont plus étendus que la composante terrestre des territoires nationaux. Enfin, il convient d'ajouter la question de la protection des approches maritimes pour prévenir et, le cas échéant, s'opposer à toute action hostile venant de la mer.

L'Union africaine s'est emparée du sujet et cet effort a abouti, en 2016, à la Charte africaine sur la sûreté et la sécurité maritimes et le développement de l'Afrique (dite Charte de Lomé). Elle insiste notamment sur la prévention et la répression de la criminalité transnationale en mer, plus particulièrement le terrorisme, la piraterie, la traite des êtres humains, la pêche illicite et la prévention de la pollution. Outre ce volet sécuritaire, elle a aussi pour objectif le développement d'une économie bleue durable et respectueuse de l'environnement qui constitue, selon la Charte, une « nouvelle frontière de la renaissance de l'Afrique ». Elle invite les États côtiers à mettre en œuvre une stratégie intégrée pour les mers à l'horizon 2050 en vue d'assurer la sécurité et la sûreté des espaces maritimes. Si l'ambition de l'UA et du Togo est à termes de porter cette Charte aux Nations Unies, celle-ci devra au préalable susciter la pleine adhésion de l'ensemble de ses signataires. En effet, à ce jour, force est de constater que seuls deux États (Togo et Bénin) l'ont ratifiée sur les 35 signataires initiaux.

Si la surexploitation des ressources halieutiques est observée sur toutes les zones côtières du continent, les activités de piraterie et de terrorisme en mer se sont considérablement accrues au cours des dernières années, faisant des mers du continent les premières zones de piraterie au monde. Ces activités illicites ont lieu essentiellement au large du littoral des pays les plus pauvres et instables, où l'État est faible, voire inexistant, comme dans certaines zones du golfe de Guinée, de la Corne de l'Afrique ou encore du canal du Mozambique. L'action de l'État en mer y est faible, souvent inefficace en raison des difficultés économiques et politiques des pays concernés, qu'aggrave l'insuffisance des moyens et équipements des marines nationales. Enfin, certains accords bilatéraux entre États côtiers et pays développés pratiquant la pêche intensive peuvent avoir des conséquences néfastes en imposant une compétition inégale avec les flottes de pêche traditionnelles, contribuant ainsi à la paupérisation des communautés du littoral.

Répondre à ces défis sécuritaires et économiques pourrait passer par une politique visant à revisiter les mesures nationales et les initiatives régionales comme le Protocole de Yaoundé (juin 2013, impliquant les États de la CEDEAO, de la CEEAC et de la CGG)¹. Il conviendrait en effet de redynamiser les cadres nationaux et régionaux pour renforcer le contrôle des espaces maritimes africains, mais aussi de définir une politique d'acquisition de capacités navales (surveillance, contrôle, intervention, etc.) adaptée aux réalités locales.

OBJECTIF

Cet atelier vise à décliner les enjeux et défis actuels et futurs du contrôle des espaces maritimes africains et de proposer des solutions en vue de leur maîtrise durable et leur valorisation par les États concernés.

POINTS DE DISCUSSION

- Quels sont les enjeux et les défis actuels et futurs du contrôle des espaces maritimes africains ?
- Comment endiguer les lignes de fractures maritimes par une meilleure coordination des architectures régionales ?
- Comment harmoniser les cadres juridiques nationaux, renforcer les capacités des acteurs maritimes et protéger plus efficacement les ressources ?
- Comment soutenir la montée en puissance et la modernisation des moyens des marines nationales africaines ?

¹ Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et Commission du Golfe de Guinée (CGG)

Quatrième demi-journée

- Cérémonie de clôture

OCWAR-M

AFRICAIN
D'ARGENT
DU

que
de la stratégie
ues
rdination
ées
proximité avec
des Autorités
la société

En partenariat avec :



ET LA MAURITANIE



OCWAR-M

EXPERTISE
FRANCE

ÉVALUER LES BESOINS
DES PARTENAIRES

DEVOIR DES
ÉTATS SUR MESURE



OCWAR-M

ORGANIZED CRIME
WEST AFRICAN
TO MONEY LAUNDERING
AND FINANCING
TERRORISM

- Techni
- Imple
- risk s
- Stre
- and
- Clos
- Ad
- Au
-

Éditos des partenaires

À propos d'Airbus

Airbus est le premier fournisseur de défense en Europe, parmi les 10 premières entreprises de défense au monde et l'une des principales entreprises spatiales au monde. Dans le domaine des hélicoptères, Airbus est le leader mondial sur le marché civil et militaire.

Airbus fabrique des avions de transport tactiques et stratégiques, des avions ravitailleurs polyvalents et des avions de combat avancés, tous étant destinés aux opérations militaires les plus exigeantes. Fort de décennies d'expérience industrielle, Airbus développe constamment des technologies de pointe pour les missions les plus difficiles.

Outre la conception, le développement et la fabrication, Airbus propose une large gamme de services pour accompagner pleinement ses clients.

Airbus est également la troisième entreprise mondiale dans le domaine des communications sécurisées, fournissant des services agiles, innovants et axés sur les données pour les applications de défense et de cybersécurité.

La sécurité est au cœur de toutes les activités d'Airbus. De la conception, de l'ingénierie et de la production à la maintenance, la formation et les partenariats, Airbus s'efforce de respecter et de dépasser les normes de sécurité de l'industrie et de soutenir la sécurité des vols pour les milliers d'hommes et de femmes du monde entier qui sont transportés chaque jour dans ses avions.

Airbus en Afrique

Depuis plus de quatre décennies, des avions de ligne commerciaux, des hélicoptères, des avions militaires et des satellites d'Airbus ont survolé le ciel africain du Caire au Cap.

Airbus est présent dans toute la région, employant plus de 2000 personnes au Maroc, en Tunisie, en Afrique du Sud, au Nigeria et en Algérie.

Les produits et services d'Airbus sont largement reconnus comme étant bien adaptés à l'Afrique, et l'engagement de l'entreprise dans la région va au-delà de la vente : Airbus propose des formations et du soutien en créant des entités locales, en créant des emplois et en contribuant au développement économique de la région.

En Afrique, et en tant que leader mondial sur le segment des Hélicoptères, Airbus apporte des solutions globales pour développer des missions de maintien de l'ordre public, ainsi que pour sécuriser la surveillance et la protection des frontières terrestres et des zones économiques exclusives, le tout dans une optique de développement de l'économie bleue.

Au sein de la famille des avions de transport légers et moyens (C212, C235, C295), le C295 est présent dans 6 pays avec 39 avions vendus à l'Égypte, l'Algérie, le Ghana, le Mali, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

Opérant dans les environnements les plus exigeants, sur des pistes non goudronnées ou dans des zones isolées, le C295 est le cheval de bataille des forces aériennes de la région et est devenu l'avion de prédilection en raison de sa grande fiabilité, de sa flexibilité pour réaliser différentes missions et de son faible coût d'exploitation.

Forum international de Dakar

Le Forum de Dakar est une opportunité unique pour Airbus, pionnier mondial de l'industrie aéronautique et spatiale, de rencontrer les décideurs publics et institutionnels du continent, afin de mieux comprendre leurs besoins de défense et de leur proposer des réponses adaptées aux enjeux de sécurité qu'ils affrontent.



IN Groupe (ex-Imprimerie Nationale), opérateur d'identité de l'État français, est engagé depuis de nombreuses années auprès des pays du continent africain dans l'accompagnement à la mise en place de systèmes et de titres d'identité biométriques ainsi que de services associés (systèmes de contrôle aux frontières, e-gates dans les aéroports...). A ce titre, nous nous réjouissons, cette année encore, de renouveler notre soutien au Forum de Dakar. IN Groupe considère en effet que le droit à une identité sécurisée est un droit fondamental. L'identité est un facteur de développement économique et d'inclusion sociale, de protection des droits de l'individu et de développement de services associés pour une meilleure intégration dans l'économie.

Engagé dans les institutions internationales, IN Groupe promeut le droit à une identité numérique sécurisée, accessible à tous, sans discrimination sociale ; une identité numérique reposant sur un système sécurisé, technologiquement robuste et durable et interopérable ; et enfin une gouvernance de l'identité numérique qui favorise la confiance par la protection des données personnelles et des droits des citoyens.

Bénéficiant de son expérience d'opérateur national, IN Groupe est heureux de contribuer, au service des États africains, aux efforts de paix et de sécurité du continent, ainsi qu'au développement des économies en sécurisant les échanges et les flux.

Présent aux côtés des États dans l'exercice de leurs missions souveraines, IN Groupe défend l'identité comme un droit et non un service, le droit d'être soi.

Didier Trutt Président-Directeur général



Fournisseur de longue date de nombreuses armées africaines, ARQUUS est cette année encore un partenaire de premier plan du Forum de Dakar.

Arquus est un leader européen de la mobilité terrestre protégée, concepteur et fabricant de véhicules blindés de renommée mondiale tels que le VAB, le VBL, l'ERC-90 Sagaie, le Bastion et le Sherpa, dont beaucoup servent déjà en Afrique. Arquus offre des solutions complètes pour les forces armées et de sécurité, allant de véhicules légers 4x4 à des véhicules blindés de transport de troupes 6x6 et 8x8 ou des véhicules de combat d'infanterie, ainsi que les services associés. Arquus propose également un large éventail de chaînes cinématiques et de bases roulantes sur mesure pour créer des véhicules entièrement nouveaux et de haute qualité, conçus avec des partenaires industriels pour répondre à des besoins spécifiques.

ARQUUS est un partenaire majeur du G5 Sahel, cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité, qui associe Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad. Arquus a produit pour le G5 Sahel des véhicules robustes et éprouvés, allant du transport de troupes blindé Bastion à des camions tactiques et logistiques. Ces véhicules ont maintes fois démontré leurs capacités dans la région dans la lutte contre les groupes armés terroristes, sur tous les théâtres d'opérations et dans tous les environnements. Ils offrent aux forces armées, mais aussi aux forces de sécurité et de maintien de la paix, une protection de haut niveau, une excellente mobilité tout-terrain et un large volume intérieur, permettant des opérations dans la durée.

Arquus est une entreprise engagée dans des domaines innovants tels que la réduction de la consommation et des émissions des véhicules, mais également dans les nouvelles énergies, avec pour objectif de réduire les empreintes logistiques et environnementales des opérations militaires modernes.

ARQUUS développe ses partenariats dans la région, afin de s'engager toujours plus près des forces étatiques, et de fournir des offres toujours plus adaptées. Expert de l'intégration, ARQUUS est en mesure de proposer des solutions de mobilité complètes, avec des offres de soutien intégré, pouvant aller jusqu'à la gestion complète de flottes sur la durée, mais également des points de soutien au plus près des forces. ARQUUS met par ailleurs à la disposition des acteurs étatiques des modes de financement innovants et adaptés.

Expertise France : la coopération technique au service de la sécurité en Afrique

Expertise France, agence française de coopération technique internationale, conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents : gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation, etc.

En matière de sécurité, elle apporte un appui aux États dans la prévention et la gestion des crises, la lutte contre les menaces transversales, le terrorisme, la stabilisation et intervient en faveur de la réforme des forces de défense et de sécurité et du maintien de la paix. Agence accréditée auprès de l'Union européenne, elle met en œuvre des projets pouvant allier expertise technique, fourniture d'équipements et formations.

Alors que la programmation européenne se dessine pour les prochaines années, Expertise France entend mettre au service des exigences de nos partenaires cette riche expérience de terrain, acquise notamment en Afrique de l'Ouest et Centrale.

Dans un dialogue régulier avec les agences européennes et les pays partenaires, Expertise France construit un savoir-faire unique sur les enjeux du nexus sécurité-développement au Sahel comme au Moyen-Orient.

A l'occasion du Forum de Dakar, Expertise France entend mettre en avant le rôle de la coopération technique pour répondre aux enjeux de sécurité et de développement en Afrique et montrer sa capacité à mettre des projets dans des situations complexes, avec ses partenaires européens.

La mise en œuvre de projets européens pour contribuer à la sécurité maritime

Les enjeux de sécurité maritime sont par nature transfrontaliers. Ils nécessitent donc une réponse coordonnée sur le plan national et régional ou même suprarégional.

S'inscrivant dans le cadre de la stratégie maritime de l'Union européenne et partie intégrante du programme européen des routes maritimes critiques (Critical Maritime Routes – CMR) Expertise France met en œuvre plusieurs projets européens pour renforcer les coopérations nationales, régionales et supra régionales dans le domaine de la protection des infrastructures critiques et de la sécurité et sûreté maritime.

Les projets GoGIN dans le Golfe de Guinée, et CRIMARIO dans l'Indo-Pacifique contribuent notamment au renforcement d'un dialogue et d'une culture maritime commune entre États, leur permettant de mieux appréhender leur domaine maritime. Ces deux projets ont débouché sur l'élaboration de plateformes de partage de l'information. Le projet GOGIN intervient notamment en appui au processus de Yaoundé de 2013.

Compte tenu des facteurs de risque auxquels font face ces infrastructures critiques, Expertise France et la Commission européenne s'engagent aussi pour la sécurité des infrastructures portuaires en Afrique de l'Ouest et Centrale, via le projet WECAPS. Son objectif est d'appuyer les autorités pour le renforcement de la sécurité de leurs ports, en prenant en compte leur environnement (questions économiques, géopolitiques, cadre juridique) et leurs activités spécifiques.



Implanté depuis plus de 20 ans en Afrique de l’Ouest et en Egypte, le Groupe cimentier français VICAT a tenu à marquer son engagement aux côtés du Sénégal et plus généralement des Etats de la Sous-Région dans le cadre de programmes de développement, de paix et de sécurité.

La construction est un vecteur fort de développement. VICAT contribue par ses cimenteries et ses installations industrielles à la valorisation locale des ressources et au développement de l’emploi, en particulier de la jeunesse africaine. Le dynamisme démographique et économique du continent génère une nouvelle révolution urbaine, un besoin de logements accessibles au plus grand nombre et d’infrastructures modernes. VICAT répond à ces besoins par l’élaboration de solutions constructives africaines certifiées, décarbonées, conformes aux critères de la construction durable et de la préservation de l’environnement.

La volonté de VICAT est d’être partenaire des décideurs africains et d’apporter ensemble les réponses aux grands enjeux auxquels le continent est confronté. La paix et la sécurité en font partie, c’est la raison pour laquelle le Groupe soutient le Forum de Dakar depuis sa création.

Le groupe VICAT en quelques mots

Groupe cimentier français présent dans 12 pays, VICAT emploie près de 9 000 collaboratrices et collaborateurs et réalise un chiffre d’affaires consolidé de plus de 2,6 milliards d’euros, dont 63 % à l’international.

Le Groupe VICAT développe une offre performante de matériaux, produits et services adaptée à l’évolution constante des métiers de la construction.

Partout où il est implanté, VICAT s’attache au développement des territoires, de l’emploi local, du respect de l’environnement et du climat. Il cultive sur le long terme des relations de confiance avec ses clients et partenaires.



Dans un contexte où les crises deviennent toujours plus longues et complexes, le groupe AFD a fait de la Paix durable un engagement majeur, aux côtés du Climat et du Lien Social. Un engagement inscrit dans le cadre de la stratégie « Prévention, Résilience et Paix durable » de la France pour lutter contre la fragilisation des États et des sociétés. Cette approche globale s’appuie sur les complémentarités des moyens de l’équipe France dans les domaines de la défense, de la diplomatie et du développement (les 3D) ou encore de la stabilisation et de l’action humanitaire.

Pour agir sur les déterminants des crises et apporter rapidement une réponse au bénéfice des populations locales, la France s’est dotée d’un moyen de financement adapté : le Fonds Paix et Résilience Minka. Cet outil de développement, mis en œuvre par l’AFD, est dédié aux interventions de moyen-long terme sur les territoires affectés par une crise ou un conflit. Le Fonds Minka poursuit ainsi un objectif : consolider la paix.

Alors que la COVID-19 intensifie la volatilité des contextes, des défis doivent encore être relevés : des zones difficiles d’accès, un enjeu de coordination accru entre les acteurs et une attention systématique portée sur les actions au bénéfice des plus vulnérables – groupes marginalisés, réfugiés, déplacés forcés et populations hôtes.

Cette préoccupation de « ne laisser personne de côté » est centrale dans les projets Minka. Grâce à son approche adaptée aux situations fragiles pour soutenir les gouvernements et répondre aux besoins des populations locales, Minka va au-devant de ces enjeux sur les quatre bassins de crises prioritaires pour la politique extérieure de la France : le Sahel, le pourtour du Lac Tchad, la République centrafricaine et le Moyen-Orient.



DCI Group

Opérateur de référence du ministère des Armées pour le transfert du savoir-faire militaire des armées françaises au profit des forces armées des pays amis de la France, le groupe DCI agit sur tout le spectre interarmées de la défense et de la sécurité depuis près de 50 ans.

DCI propose des prestations sur-mesure dont la qualité procède du niveau de formation et d'entraînement des armées françaises, sous forme de formations opérationnelles, mais aussi de conseil et d'assistance ainsi que certaines prestations de service (cyber et drones notamment).

Le groupe DCI en quelques mots

Le groupe DCI a son siège à Paris et dispose de plusieurs sites d'implantations sur tout le territoire français. Il est également implanté à l'étranger, notamment au Moyen-Orient et en Asie. Depuis plusieurs années, DCI se tourne résolument vers l'Afrique en s'intégrant dans l'action de la coopération française sur ce continent.



Safran est un groupe international de haute technologie opérant dans les domaines de l'aéronautique (propulsion, équipements et intérieurs), de l'espace et de la défense. Sa mission : contribuer durablement à un monde plus sûr, où le transport aérien devient toujours plus respectueux de l'environnement, plus confortable et plus accessible. Implanté sur tous les continents, le Groupe emploie 79 000 collaborateurs (dont 5000 collaborateurs en Afrique) pour un chiffre d'affaires de 16,5 milliards d'euros en 2020, et occupe, seul ou en partenariat, des positions de premier plan mondial ou européen sur ses marchés. Safran s'engage dans des programmes de recherche et développement qui préservent les priorités environnementales de sa feuille de route d'innovation technologique.

De par les activités du groupe Safran, en particulier au profit de la sécurité et de la défense, les thèmes abordés au Forum de Dakar doivent permettre d'avoir une meilleure perception des enjeux, une meilleure connaissance des initiatives et des solutions envisagés au profit de la stabilité et de la sécurité en Afrique. Ainsi, Safran pourra au mieux accompagner les évolutions en proposant les solutions et les produits les plus adaptées aux besoins (surveillance, contrôle des frontières, autonomie...).



Depuis plus de 30 ans Atermes est un partenaire industriel de choix pour les grands donneurs d'ordres du monde de la Défense.

Atermes propose des solutions performantes & attractives, de la conception des matériels jusqu'à leurs maintiens en conditions opérationnelles. Spécialisée dans les matériels tactiques de surveillance, grâce à la solution innovante BARIER™, ATERMES est un acteur important dans le domaine de la surveillance de zones et de sites stratégiques.

Les équipes d'Atermes interviennent dans le monde entier.

ATERMES présente un système clé en main pour la surveillance ponctuelle et en profondeur de zones hostiles

Le système BARIER™ peut être déployé rapidement par une patrouille réduite, pour des missions de surveillance de jour comme de nuit sur tous types de terrains.

BARIER™ est un système unique, conçu pour assurer les missions de contrôle permanent ou temporaire de frontières (jusqu'à 40km linéaires) ainsi que la protection de camps, bivouacs, sites sensibles, itinéraires de convois...

Chaque système BARIER™ est composé de balises sentinelles robotisées, autonomes et intelligentes, à tête optronique, connectées à un poste de commandement et de contrôle mobile.

Les balises du système BARIER™ sont transportables sur tous véhicules porteurs.



Protégeons notre avenir

Continent immensément riche en ressources naturelles, forte d'une population jeune en croissance, l'Afrique doit contrer les menaces sécuritaires majeures qui entravent la poursuite de son développement humain et économique. La sécurisation des populations africaines et de leurs activités est le préalable à toute forme d'expansion.

Organisé par COGES AFRICA le salon international SHIELD AFRICA permet aux membres institutionnels et privés de la communauté africaine Sécurité et Sûreté Intérieure – Défense Terre Mer Air Espace – Services d'Incendie et de Secours de se retrouver tous les deux ans pour découvrir des technologies de pointe et une offre mondiale répondant à leurs besoins. Il est parrainé depuis sa création en 2013 par le ministre ivoirien de l'Intérieur et de la Sécurité.

Le précédent ShieldAfrica s'est tenu en Côte d'Ivoire du 8 au 10 juin 2021. 92 délégations officielles venues de 31 pays africains (dont 26 conduites par un ministre ou son représentant) y ont rencontré 95 exposants de 21 pays (Afrique, Europe, Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie).

La prochaine édition se tiendra à Abidjan du 23 au 25 janvier 2023.

Salon africain en croissance et contribuant au renforcement des capacités de Sécurité et de Défense du continent ShieldAfrica a toute sa place au Forum de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique dont il est partenaire depuis sa création.

CENTRE INTERNATIONAL



Informations Pratiques

ACCUEIL À DAKAR

Vous serez accueillis à votre arrivée à l'aéroport international Blaise Diagne de Dakar (DSS).

Des hôtesse affichant un panneau au logo du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique vous accompagneront soit au Salon d'honneur, soit dans le hall de l'aéroport.

Un guichet d'accueil spécifique du Forum de Dakar sera visible dès votre arrivée dans le hall de l'aéroport. Merci de bien veiller à le repérer. Une équipe de l'organisation vous accompagnera alors dans l'ensemble des démarches administratives requises. Un véhicule vous conduira ensuite à votre hôtel ou sur le site du Forum de Dakar, en fonction de vos horaires d'arrivée.

HÉBERGEMENT

Les participants seront hébergés dans les hôtels suivants :

- **Fleur de lys Almadies** : +221 33 869 86 87
- **Fleur de lys Plateau** : +221 33 849 46 00
- **Fleur de lys Point E** : +221 33 869 53 00
- **Novotel** : +221 33 849 49 94
- **Pullman Teranga** : +221 33 889 22 00
- **Radisson Blu Hotel** : +221 33 869 33 33
- **Radisson Diamniadio** : +221 33 824 48 48
- **Terrou Bi** : +221 33 839 90 39

Des hôtesse vous accueilleront dans chacun de ces hôtels pour vous aider dans vos démarches et pour répondre à vos éventuelles questions.

À votre arrivée à l'hôtel ; les hôtesse vous remettront la clef de votre chambre et le badge nominatif qui vous permettra d'accéder au Forum de Dakar. Si votre badge est manquant, merci à vous de le récupérer à votre arrivée au Centre de Conférences de Diamniadio le lundi matin.

Pendant toute la durée de votre séjour, les hôtesse seront à votre disposition en permanence pour vous renseigner sur l'organisation du Forum de Dakar.

NOTA : Les participants dont l'hôtel est pris en charge par l'organisation sont tout de même prié de déposer l'empreinte de leur carte bancaire pour une pré-réservation qui devra être confirmée par l'envoi du formulaire de réservation.

L'organisation du Forum de Dakar rappelle que les invitations sont nominatives. Le transport aérien ainsi que l'hébergement sont à la charge des potentiels représentants et des accompagnateurs, sauf accord de prise en charge donné par l'Organisation.

DÉPLACEMENT LORS DU FORUM DE DAKAR

Le Forum de Dakar est un lieu d'échanges et de convivialité. La relation entre les participants étant une dimension majeure lors de ce rendez-vous à Dakar, les personnalités sont invitées à prendre place à bord des moyens de transport collectif mis à leur disposition.

Aucun appel dans les chambres n'étant effectué, nous vous remercions de respecter les horaires de départ des cars pour les différents rendez-vous du Forum de Dakar, du dimanche 5 décembre au soir au mardi 7 décembre au soir.

En cas d'absence lors des départs des cars, nous vous invitons à vous rendre par vos propres moyens au Centre International de Conférences de Diamniadio.

BADGES

À la fois pour des raisons pratiques et de sécurité, le port du badge est obligatoire et doit être visible pendant toute la durée du Forum de Dakar. Ces badges personnalisés comportent un certain nombre d'informations apparentes destinées à faciliter la mobilité des participants ainsi que les contrôles de sécurité.

Ces badges garantissent l'accès au Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD), ainsi qu'aux différentes salles. Les badges des participants seront donc régulièrement contrôlés.

Pour les personnes dont les données d'inscriptions transmises seraient incomplètes, un enrôlement spécifique sera effectué sur place, avec des badges particuliers qui ne donneront pas accès aux salles d'ateliers.

En cas de perte de votre badge, un enrôlement sera effectué sur place. Merci de comprendre que, pour des raisons de sécurité, cette procédure sera longue.

RESTAURATION

Du 5 au 7 décembre, le Forum prendra en charge la restauration des participants. En dehors de ces dates, les repas seront à la charge du participant.

CENTRE DE CONFÉRENCES

Le Forum de Dakar aura lieu au Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD). Toutes les dispositions ont été prises pour répondre à vos besoins sur le site du Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD) pendant la durée du Forum de Dakar :

- Un guichet d'accueil et des hôteses seront présents pour répondre à vos demandes
- Des casques audios sont mis à votre disposition dans l'auditorium et les salles d'atelier afin de bénéficier d'une traduction en temps réel des échanges.
- Le Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD) est équipé de WIFI haut débit en libre service pour vous permettre d'accéder à Internet.

NOTA : Merci de noter que chaque salle dispose de casques qui lui sont propres. Vous devrez vous en munir à l'entrée de la salle et les déposer lors de votre sortie. Ils ne peuvent être employés dans une salle autre que celle qui leur est assignée.

CENTRE DE PRESSE

Contact presse : organisation@dakarforum.org

Le Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD) dispose d'un centre de presse équipé de connexions WIFI haut débit. Ce centre est accessible à l'ensemble des journalistes accrédités par l'organisation du Forum de Dakar.

SANTÉ

Le vaccin contre la fièvre jaune n'est plus obligatoire pour entrer au Sénégal, excepté pour les passagers provenant de zones d'endémie amarile. Les vaccins contre la fièvre jaune, l'hépatite A et B, sont cependant conseillés ainsi qu'un traitement antipaludéen.

Le Sénégal dispose de moyens sanitaires complets (SOS Médecins, etc.).

PROTCOLE SANITAIRE — COVID-19

Règles sanitaires Avant votre voyage

Les voyageurs sont autorisés à entrer au Sénégal sur présentation d'un pass sanitaire dûment délivré par les services compétents. Ce pass sanitaire devra attester que les passagers ont reçu les doses requises de vaccin au moins quatorze (14) jours avant la date du voyage. Seuls les vaccins homologués par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) sont acceptés (PfizerBioNTech, Astrazeneca-SK Bio, Serum Institute of India, Astra Zenaca (UE), Janssen, Moderna, Sinopharm, Sinovac). <https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/covid-19-vaccines>

Pour tout voyageur sans pass sanitaire à jour, la présentation d'un test RT-PCR COVID-19 négatif datant de moins de cinq (05) jours est requise.

En raison de l'évolution permanente de la pandémie dans le monde, ces informations ne constituent qu'un avertissement qui n'engage pas la responsabilité de l'organisation du Forum. Avant votre départ, merci de bien vouloir contrôler les règles en vigueur pour prendre l'avion ainsi que les règles de retour vers votre pays d'origine (Les informations sont vérifiables auprès de la compagnie aérienne qui vous transporte, des représentations diplomatiques sénégalaises et du ministère des affaires étrangères de votre pays de résidence).

A Dakar

En raison de la pandémie de Covid 19, certaines règles sanitaires sont toujours en vigueur au Sénégal. Le Forum de Dakar dans son ensemble sera donc soumis aux règles suivantes :

- Port du masque obligatoire dans les transports, dans l'enceinte des hôtels et du centre de conférences (y compris en salle de réunion pendant les sessions, sauf sur scène pour les orateurs).
- Prise de température à l'entrée du centre de conférence
- Respect des règles de distanciation sociale et utilisation régulière de gel hydroalcoolique (à disposition dans tous les hôtels et au centre de Conférences)
- La capacité d'accueil du centre de conférences dans son ensemble et celle de chaque salle a été limitée, nous vous remercions donc de respecter ces restrictions en particulier pour les salles d'ateliers plus petites. L'accès à ces espaces ne sera possible que sur inscription préalable. Votre badge portera la mention de cette inscription.
- Pour les participants étrangers qui devront faire un test PCR pour leur vol de retour, ils seront organisés par les autorités sénégalaises. Pour bénéficier de ces tests vous devrez présenter votre billet d'avion et votre pièce d'identité.
- Les organisateurs ont adapté les services de restauration permettant de limiter les interactions

DEVISE ET CHANGE

Le franc CFA est garanti en euros par le Trésor français, mais n'est pas convertible en dehors du territoire des pays africains membres de la zone franc. Le franc CFA a une parité fixe avec l'euro (1 000 FCFA = 1,524 euros, 1 euro = 65,957 FCFA). Il est possible de retirer de l'argent avec un chéquier ou une carte bancaire dans les banques situées en ville et dans les distributeurs. L'organisation vous recommande de privilégier les établissements bancaires officiels situés en ville ou le cas échéant dans les distributeurs présents à votre hôtel.

LE COMITÉ DE COORDINATION ET DE DÉCISION

- **Mame Baba CISSÉ**
Secrétaire Général du ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur
- **Pierre FAYE**
Secrétaire Général adjoint du ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur
- **Général de brigade Mbaye CISSE**
Directeur général du CHEDS, Président de la Commission scientifique
- **Protocole**
 - **Fatou GAYE**
Directrice du protocole du ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur
- **Avisa Partners**
 - **François-Charles TIMMERMAN**
Associé Avisa Partners et directeur général du Forum de Dakar
 - **Bertrand SLASKI**
Directeur des opérations du Forum de Dakar
 - **Patrick VAN DEN ENDE**
Directeur des programmes du Forum de Dakar
- **Kader DIAWARA**
Directeur de Kadou Communication
- **Colonel Luc LAINÉ**
Attaché de Défense à l'Ambassade de France à Dakar

LES ÉQUIPES ORGANISATIONNELLES



Ministère des Affaires étrangères
et des sénégalais de l'Extérieur



avisa partners

PARIS - WASHINGTON - BRUSSELS - LONDON - GENEVA

NOTES

A series of horizontal dotted lines for writing notes.

NOTES

A series of horizontal dotted lines for writing notes.

NOTES

A series of 25 horizontal dotted lines for writing notes.

NOTES

A series of horizontal dotted lines for writing notes.



Forum International de Dakar
sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Dakar International Forum
on Peace and Security in Africa